

Pour étudier vos droits, retournez-nous cette demande complétée, datée, signée et accompagnée impérativement de tous les justificatifs en un seul envoi.

1-Identité du déclarant

Nom : _____ Prénom(s) : _____

Date de naissance : _____

Numéro de sécurité sociale : _____

Adresse postale : _____

Tél : _____ E-mail : _____

2-Votre situation matrimoniale depuis le/...../.....

- Célibataire Marié(e) Concubin(e) Pacsé(e) Divorcé(e)
 Séparé(e) Veuf(ve)

En cas de modification de situation, joindre tout document relatif à ce changement.

3-Identité de votre conjoint(e)/concubin(e)/pacsé(e)

Nom : _____ Prénom(s) : _____

Date de naissance : _____

Numéro de sécurité sociale : _____

4-Votre situation depuis le/...../.....

- Retraité(e) des IEG En Invalidité (IEG)
- Retraité(e) d'un autre régime, nom de la caisse : _____
- Salarié(e), nom de l'entreprise : _____
- Autre situation, précisez : _____

Percevez-vous :

- un sursalaire familial/forfait familial/supplément familial de traitement (ou autre avantage similaire) :

- Oui Non

- une indemnité transport corse ou prime d'insularité :

- Oui Non

Joindre une copie de votre:

- dernier bulletin de salaire

- attestation de versement ou de non versement de ces prestations de votre entreprise/caisse de retraite

5- La situation de votre conjoint(e)/concubin(e)/pacsé(e) depuis le/...../.....

- Retraité(e) des IEG En Invalidité (IEG)
- Retraité(e) d'un autre régime, nom de la caisse : _____
- Salarié(e), nom de l'entreprise : _____
- Autre situation, précisez : _____

Perçoit-il :

- un sursalaire familial/forfait familial/supplément familial de traitement (ou autre avantage similaire) :

- Oui Non

- une indemnité transport corse ou prime d'insularité :

- Oui Non

Joindre une copie de son :

- dernier bulletin de salaire

- attestation de versement ou de non versement de ces prestations de son entreprise/caisse de retraite

6-Enfant(s) à votre charge :**Documents obligatoires pour votre enfant :**

- si activité professionnelle / apprentissage / contrat de professionnalisation : copies du contrat et du dernier bulletin de salaire
- si Demandeur d'emploi : attestation Pôle Emploi

Noms et prénoms des enfants	Date de naissance	Statut de l'enfant (1)	Situation actuelle (2)	A charge depuis le	Vit-il avec vous ?	Perçoit-t-il l'Allocation Logement Sociale (ALS) par la CAF ?

1/ né de l'agent, adopté simple ou plénier, recueilli (enfant du conjoint, du concubin, du partenaire pacsé).
2/ scolaire, étudiant, apprentissage, contrat de professionnalisation, salarié, demandeur d'emploi..

* Pour les enfants confiés à son autre parent (ex-conjoint, concubin...), indiquez ici les coordonnées de ce dernier :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ E-mail : _____

Perçoit-il (elle) un sursalaire familial/forfait familial/supplément familial de traitement ?

Oui Non, et j'atteste sur l'honneur l'exactitude de ces informations

Les agents titulaires d'une pension de vieillesse ou d'invalidité du régime spécial des IEG peuvent bénéficier d'une indemnité à la naissance d'un enfant. Elle est également versée lors de l'adoption d'un enfant, âgé de moins de 15 ans à la date du jugement d'adoption, rendu par un tribunal français ou étranger. Lorsque les deux parents sont agents des IEG, un seul d'entre eux a droit à cette indemnité sur la base la plus avantageuse.

Je souhaite bénéficier de la prime de naissance. Joindre l'acte de naissance intégral correspondant.

7-Déclaration sur l'honneur

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur cette déclaration et documents joints et je m'engage à signaler immédiatement à la CNIEG tout changement intervenant dans ma situation.

Et notamment de toute modification :

- de ma situation familiale (concubinage, pacs, remariage....),
- de mes revenus et ceux de mon foyer.

Fait à _____ , le _____

Signature

Une vérification de l'exactitude de vos déclarations et de l'authenticité des documents produits peut être effectuée dans le cadre de l'exercice du droit de communication prévu par les articles L. 114-19 à L. 114-22 du code de la sécurité sociale. La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations dans le but d'obtenir ou de tenter d'obtenir des prestations indues (articles 313-1 et suivants, 441-1 et suivants, 441-6 et suivants du code pénal).

De plus, l'inexactitude, le caractère incomplet des déclarations faites ou l'omission de déclarer un changement de situation susceptible d'impacter vos droits peut faire l'objet d'une pénalité financière prononcée par le Directeur de la CNIEG (article L. 114-17 du code de sécurité sociale).

Les informations recueillies par la CNIEG sont traitées dans le cadre exclusif de sa mission de service public définie par la loi n° 2004-803 du 9 août 2004.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et, dans certains cas prévus par la loi, d'opposition vis-à-vis des données vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant au Délégué à la protection des données de la CNIEG. Pour plus d'informations sur vos droits, vous pouvez consulter les conditions générales d'utilisation du site www.cnieg.fr.